



Commune
de Lherm

EXTRAIT DU REGISTRE des ARRETÉS du Maire
COMMUNE DE LHERM

Département de la Haute-Garonne – Arrondissement de Muret

Feuillet n°

**Arrêté du
27/01/2026**

**ARRÊTÉ
portant règlement de la circulation**

Acte n° 2026/6.1/11

**Vu la demande par laquelle la Mairie de LHERM, représentée par Mr Frédéric PASIAN, demeurant à :
2 Avenue de Gascogne – 31600 LHERM concernant les travaux de rénovation électrique de l'Eglise.**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2113-1, L 3221-3 et
L 3221-4, R 2131-1.**

**Vu le chapitre 1^{er} du Titre 1^{er} du livre 4 des parties législative et réglementaire relatif aux pouvoirs de
police de la circulation du nouveau Code de la Route (art..L 411-1).**

**Vu les articles R 411-5, R 411-21-1, R 417-10, R 411-25, R 412-28, L 325-1, L 325-2, L 325-3 du Code de la
Route.**

Vu le Code de la Voirie Routière.

Vu l'article R 610-5 du Code Pénal.

**Vu l'arrêté Interministériel du 11 février 2008 relatif à la Signalisation des Routes et Autoroutes et
l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1, 8^{ème} partie, signalisation
temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié par les arrêtés du 04
janvier 1995, 16 novembre 1998, 8 avril 2002 et 31 juillet 2002.**

Vu les schémas définis dans le manuel de chef de chantier sur la signalisation temporaire.

**Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous, pendant
ces travaux,**

**Article 1 : Du 02 mars au 20 juin 2026 : Une base de vie et de stockage sera installée Place de l'Eglise
– 31600 LHERM le temps des travaux.**

**Article 2 : Le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions
prévues par l'instruction ministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable
de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.**

**Article 3 : La présente autorisation n'est valable que pour une utilisation prescrite à l'article 1. Elle est en outre
accordée à titre précaire et ne pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des
conditions d'autorisation, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou
dans un but quelconque d'intérêt public. Le permissionnaire devrait alors, et sur la notification d'un arrêté de
mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune
indemnité.**

Article 4 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 5 : Monsieur le Maire, Monsieur le Commandant de Gendarmerie, les Services Techniques,
sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.**

Le Maire, Frédéric PASIAN.

